

LE PÉTROLE

LA QUESTION D'UN PIPE-LINE TRANSCANADIEN—LES
POURPARLERS CANADO-AMÉRICAINS

M. David Anderson (Esquimalt-Saanich): J'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Lui-même ou un autre ministre canadien a-t-il été consulté par le secrétaire de l'Intérieur des États-Unis avant que M. Rogers Morton annonce il y a deux jours qu'il est disposé à étudier la construction d'un pipe-line au Canada pour le transport du pétrole alaskien entre Prudhoe Bay et les 48 États au sud?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je devrai demander à mes collègues si des instances leur ont été faites en ce sens. Personnellement, je n'en ai pas reçu.

* * *

LES PÊCHES

LA QUESTION DU PLATEAU CONTINENTAL—LES
INITIATIVES DU CANADA À L'ONU

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Je désire poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vu la grave diminution de nos poissons abyssaux à cause d'une pêche excessive par des étrangers dans nos eaux, a-t-il l'intention de prendre, aux Nations Unies, des initiatives pour créer au plus tôt une commission internationale de contrôle des mers afin de préserver nos pêches du plateau continental?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Le Canada demandera avec beaucoup d'insistance une conférence sur le droit maritime et il est certain qu'il appuierait énergiquement une proposition semblable à celle du député ou une proposition dans le même sens.

M. Crouse: Comme l'Islande songe à étendre son contrôle des pêches sur la totalité de son plateau continental d'ici 1972, le gouvernement canadien compte-t-il prendre des mesures semblables dans le cas de notre plateau continental?

L'hon. M. Sharp: Nous croyons qu'il y a là plusieurs facteurs en cause. Comme le député le sait, nous avons décrété certains droits de pêche exclusifs sans le golfe du Saint-Laurent, par exemple, et dans certaines régions de la côte du Pacifique. Nous avons étendu notre mer territoriale à 12 milles et nous visons à un régime spécial au sujet du plateau continental, car nous croyons qu'à cet égard les États voisins ont des responsabilités particulières.

• (3.00 p.m.)

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures immédiates au cours de la présente session, en vue de présenter un projet de loi faisant suite au rapport adopté unanimement par le comité des pêches et des forêts il y a quelques années? Il proposait l'inclusion du plateau et du talus continentaux dans nos zones de pêches.

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, cette question sera étudiée. A mon avis, il est peu probable qu'une mesure de ce genre soit présentée au cours de la présente session.

LES ENTRETIENS CANADO-FRANÇAIS AU SUJET DES
EAUX TERRITORIALES AU LARGE DE TERRE-NEUVE

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puis-je demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, si durant ses entretiens avec le ministre des Affaires étrangères de France, un accord concret a été conclu au sujet des mers territoriales et des zones de pêche du Canada au large de la côte méridionale de Terre-Neuve, compte tenu du fait que la France a juridiction sur les îles Saint-Pierre-et-Miquelon et les eaux avoisinantes?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je suis très heureux de signaler que nous poursuivons très rapidement et de façon satisfaisante l'élaboration d'un traité avec le gouvernement français qui portera sur certaines de ces questions.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LE CAS DES ENTREPRISES PROJETANT D'AMÉNAGER DE
NOUVELLES USINES

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale. En raison des nombreux licenciements et des diminutions dans la production annoncés dans plusieurs provinces, envisage-t-il de supprimer les subventions fédérales aux sociétés privées qui veulent créer de nouvelles usines ailleurs au pays?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Le député me demande-t-il de cesser ces subventions, pour qu'il y ait encore plus de congédiements que maintenant?

M. Orlikow: Monsieur l'Orateur, ce que je demande au ministre, c'est s'il songe à arrêter les subventions aux usines qui font double emploi avec celles où il y a actuellement des mises à pied dans diverses régions canadiennes.

[Français]

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, chaque fois que nous accordons un octroi, nous faisons bien attention que ce ne soit pas en concurrence avec un établissement ou une usine qui existe déjà. Il peut y avoir des cas marginaux et des erreurs, mais la politique générale vise justement à éviter ce que l'honorable député vient de mentionner.

* * *

L'INDUSTRIE

L'AUTOMOBILE—LE PRIX DES VOITURES PINTO À
VANCOUVER

[Traduction]

M. E. B. Osler (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Consommation et des Corporations. Vu qu'on a prétendu dernièrement que des voitures Pinto de Ford, construites à Saint-Thomas, en Ontario, et à San José, en Californie, se vendaient à Vancouver environ \$19 de moins qu'à Toronto et \$106 de moins qu'à Winnipeg, le ministre voudrait-il examiner la politique de fixation des prix de la société Ford Motor?